

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/42362]

24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accompagnement périnatal des familles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 31 janvier 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2018 ;

Vu le « test genre » du 8 novembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n^o 65.292/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} février 2017 approuvant le règlement organique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — DEFINITIONS ET DISPOSITIONS GENERALES

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

1^o décret : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

2^o O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance organisé en vertu du décret ;

3^o Conseil d'administration : le conseil d'administration tel que prévu au chapitre III, section 1^{ère} du décret ;

4^o Coordinateur : un coordinateur "accompagnement" de l'O.N.E. ;

5^o Conseiller pédiatre : un conseiller médical pédiatre de l'O.N.E. ;

6^o Conseiller gynécologue : un conseiller médical gynécologue de l'O.N.E. ;

7^o TMS: le travailleur médico-social de l'O.N.E. ;

8^o service d'accompagnement périnatal : le service d'accompagnement périnatal des familles et futurs parents ainsi que de leur enfant jusqu'à son troisième anniversaire ;

9^o projet périnatal ; projet élaboré par le service d'accompagnement périnatal ;

10^o organe de gestion : organe prévu par une loi, un décret ou une ordonnance disposant du pouvoir d'administration lui permettant de prendre les engagements visés par le présent arrêté au nom de l'association sans but lucratif, de la fondation d'utilité publique ou du service public concerné ;

11^o Référent maltraitance : intervenant de seconde ligne à l'O.N.E. actif dans la lutte contre la maltraitance ;

12^o Conseiller pédagogique : intervenant de seconde ligne à l'O.N.E. actif dans le conseil pédagogique ;

13^o Jour ouvrable : jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche ni un jour férié légal.

14^o INAMI : Institut National d'Assurance maladie-invalidité institué par la loi du 9 août 1963, telle que modifiée.

Section 2. — Dispositions générales

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à son budget, l'O.N.E. peut agréer et subventionner des services d'accompagnement périnatal suivant les conditions et la procédure fixées par le présent arrêté.

L'O.N.E. assure le suivi, le contrôle et l'évaluation de ces services.

TITRE II. — MISSIONS DES SERVICES

Art. 3. Les services d'accompagnement périnatal ont pour missions :

1. l'accompagnement pluridisciplinaire des familles durant la grossesse, le séjour à la maternité et jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant au maximum ;

2. le soutien à la création et au développement du lien parent(s)-enfant(s) et l'accompagnement de la parentalité pendant la période périnatale, avec pour objectif final le développement harmonieux de l'enfant ;

3. le suivi psycho-médico-social de l'enfant et de sa famille, notamment via des visites à domicile. Ce suivi est complémentaire et coordonné avec l'action des TMS ;

4. la construction ou le renforcement du réseau d'intervenants dès la période prénatale afin d'assurer une continuité de l'accompagnement et des soins pendant la période prénatale.

Ces missions s'exercent au bénéfice des familles et futurs parents présentant des vulnérabilités. La vulnérabilité s'apprécie du point de vue pécuniaire, administratif, médical, sanitaire, social, culturel et psychologique.

Les services d'accompagnement périnatal ne peuvent pas exercer des missions d'évaluation psycho-médico-sociale et d'orientation à la demande d'un tiers.

TITRE III. — PROJET PERINATAL

Art. 4. Les services d'accompagnement périnatal élaborent un projet périnatal décrivant la manière dont ils mettent en œuvre les missions fixées à l'article 3.

Ce projet périnatal a pour but de mobiliser et d'organiser les ressources existantes dans le cadre d'un projet cohérent, adapté aux besoins du public cible et développé en partenariat avec d'autres acteurs locaux dont l'intervention contribue à la réalisation des missions fixées à l'article 3. Une attention toute particulière est réservée aux partenariats avec d'autres services organisés, agréés ou subventionnés par l'O.N.E.

Le projet périnatal est tenu à la disposition des bénéficiaires et une copie leur est remise.

Art. 5. Le projet périnatal comporte au moins les éléments suivants :

1. la forme juridique conformément aux dispositions de l'article 6 ;
2. la composition de l'organe de gestion ;
3. la composition de l'équipe : diplôme, expérience acquise, nombre d'années d'expérience et temps de prestations de chaque membre du service ;
4. les objectifs à atteindre ;
5. les critères de prise en charge des familles et des futurs parents, notamment en termes de vulnérabilité ;
6. les projets et les activités à mettre en œuvre, y compris la méthodologie à développer en vue notamment de s'adapter aux besoins des bénéficiaires ;
7. les plages horaires d'accessibilité et d'intervention du service ;
8. les modalités de coordination de l'équipe ;
9. les partenariats à mettre en œuvre ;
10. les moyens matériels et humains nécessaires ;
11. les modalités de la formation continue y compris la supervision ;
12. le projet de budget, y compris les autres sources de financement ;
13. les modalités d'évaluation.

TITRE IV. — AGREMENT

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 6. Pour être agréé en tant que service d'accompagnement périnatal, les personnes morales de droit privé ou public sans but lucratif doivent remplir les conditions suivantes:

- 1° disposer d'organes de gestion dont les personnes salariées ou indépendantes intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du projet périnatal ne représentent pas plus d'un tiers des membres ;
- 2° disposer d'un projet périnatal conforme aux dispositions du Titre III ;
- 3° disposer de locaux et d'un équipement garantissant la sécurité des parents et des enfants.

Art. 7. La demande d'agrément est introduite auprès de l'O.N.E. par lettre recommandée par l'organe de gestion.

Outre les éléments visés aux articles 5 et 6, la demande est accompagnée des documents suivants :

1° la dénomination du pouvoir organisateur, son statut juridique attesté par une copie de ses statuts ou une copie des délibérations des organes compétents, l'adresse du siège, la commission paritaire ou l'organe de concertation sectoriel dont il relève, son numéro de compte ;

2° la composition de l'organe de gestion ;

3° la qualification et le temps de travail de chaque membre du service ;

4° pour chaque membre du service, une copie des contrats de travail éventuels, des diplômes, des formations suivies, d'un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard de mineurs et datant de moins de six mois ;

5° une copie des contrats d'assurances obligatoires.

Dans les quinze jours ouvrables à dater de la demande, l'O.N.E. accuse réception du dossier complet de demande d'agrément auprès du demandeur.

Le cas échéant, l'O.N.E. informe le demandeur que la demande n'est pas complète et identifie le ou les document(s) manquants ; il invite le demandeur à la compléter dans les quinze jours ouvrables de la demande de l'O.N.E.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception des éventuels documents manquants, l'O.N.E. en accuse réception auprès du demandeur.

Art. 8. Sur avis du Coordinateur, du Conseiller pédiatre, du Conseiller gynécologue, du Référent maltraitance et du Conseiller pédagogique désignés par l'O.N.E., celui-ci statue sur la demande d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande d'agrément visée à l'article 7 et notifie immédiatement sa décision au demandeur.

En cas de décision positive, l'agrément est accordé pour un terme de six ans par l'O.N.E. conformément à l'article 14, § 2, in fine, de l'arrêté du 1^{er} février 2017 approuvant le règlement organique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 9. Le projet périnatal est mis à jour au moins tous les trois ans. Il est approuvé par l'O.N.E sur avis du Coordinateur, du Conseiller pédiatre, du Conseiller gynécologue, du Référent maltraitance et du Conseiller pédagogique désignés par l'O.N.E.

L'O.N.E. statue sur la mise à jour du projet périnatal dans les trois mois qui suivent la réception de l'actualisation de ce projet et notifie sa décision au demandeur dans le mois.

Si l'O.N.E. n'approuve pas le projet périnatal, le service d'accompagnement périnatal dispose d'un délai de trois mois pour le modifier.

Si à l'issue de ce délai, le projet périnatal n'est pas approuvé par l'O.N.E., celui-ci, après une mise en demeure, peut retirer l'agrément du service conformément aux dispositions de la section 3 du présent Titre.

Section 2. — Le renouvellement de l'agrément

Art. 10. La demande de renouvellement de l'agrément doit être introduite auprès de l'O.N.E. par l'organe de gestion par lettre recommandée au plus tôt dans les douze mois et au plus tard dans les huit mois avant l'échéance de l'agrément en cours.

Elle doit être accompagnée de la réactualisation du dossier d'agrément visé à l'article 7.

La procédure de renouvellement d'agrément est identique à la procédure d'agrément.

Section 3. — Le retrait d'agrément

Art. 11. Lorsque l'O.N.E. constate, après que l'agrément a été délivré, que le service contrevient aux dispositions du présent arrêté, il adresse au service une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Le service dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour se conformer aux dispositions de la mise en demeure.

Si, à l'échéance de ce délai, le service ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'O.N.E. peut retirer l'agrément sur avis du Coordinateur, du Conseiller pédiatre, du Conseiller gynécologue, du Référent maltraitance et du Conseiller pédagogique désignés par l'O.N.E. Le service d'accompagnement périnatal peut demander à être entendu par l'O.N.E.

Dans les mêmes conditions, l'agrément peut être retiré au cas où le service d'accompagnement périnatal ne met pas en œuvre le projet périnatal tel qu'approuvé par l'O.N.E.

L'O.N.E. peut décider d'un retrait immédiat de l'agrément lorsque la gravité des manquements constatés le justifie.

Le retrait d'agrément peut également être prononcé immédiatement s'il est demandé par le service d'accompagnement périnatal quelles qu'en soient les raisons moyennant le fait que celui-ci ait organisé la continuité des prises en charge avec les partenaires du réseau.

Le retrait d'agrément met fin au droit aux subsides ainsi qu'à toute autre intervention de l'O.N.E.

Section 4. — La suspension de l'agrément

Art. 12. Si le service d'accompagnement périnatal n'est plus temporairement en mesure de fonctionner en conformité avec les dispositions du présent arrêté et s'il a organisé la continuité des prises en charge avec les partenaires du réseau, il peut demander la suspension de son agrément. Durant la suspension d'agrément, le service d'accompagnement périnatal interrompt ses activités.

A la demande du service d'accompagnement périnatal, l'O.N.E. peut lever la suspension d'agrément sur base de l'avis du Coordinateur, du Conseiller pédiatre, du Conseiller gynécologue, du Référent maltraitance et du Conseiller pédagogique désignés par l'O.N.E.

Si aucune demande de levée de la suspension d'agrément n'a été adressée à l'O.N.E. dans les deux ans à partir de la date de la notification de la suspension, l'agrément est retiré par l'O.N.E.

Durant la suspension d'agrément, l'O.N.E. interrompt le versement des subsides.

Section 5. — La procédure de recours

Art. 13. Le service d'accompagnement périnatal peut exercer un recours auprès du Conseil d'administration contre les décisions suivantes:

- 1° le refus d'approuver le projet périnatal ;
- 2° le refus ou le retrait de l'agrément ;
- 3° le refus du renouvellement de l'agrément ;
- 4° le refus de lever la suspension de l'agrément.

Le service d'accompagnement périnatal peut demander à être entendu par le Conseil d'administration.

Art. 14. Le recours doit être adressé à l'O.N.E. par lettre recommandée à la poste au plus tard dans les trente jours ouvrables de la réception de la décision contestée.

Art. 15. Le recours contre une décision de refus, de retrait ou de suspension de l'agrément ou du refus du renouvellement de l'agrément est suspensif.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'O.N.E. peut décider que le recours n'est pas suspensif. Cette faculté se limite aux cas où la sécurité et la santé des personnes risquent d'être gravement compromises.

Lorsque le retrait est décidé sur base des dispositions de l'article 11, alinéa 5, le recours n'est jamais suspensif.

Art. 16. Le Conseil d'administration dispose de trois mois, à dater de la date d'envoi du recours, pour statuer sur la décision qui a donné lieu audit recours. Le délai ne court pas en juillet et en août.

A défaut, la décision contre laquelle il est recouru est annulée.

Section 6. — Dispositions communes

Art. 17. Toutes les décisions prises par l'O.N.E. en vertu du présent Titre sont notifiées par lettre recommandée.

TITRE IV. — MODALITES DE SUBVENTIONNEMENT

Art. 18. Dans la limite des crédits inscrits à son budget, l'O.N.E. alloue aux services d'accompagnement périnatal une subvention annuelle de 75.000 euros destinée à couvrir les différentes dépenses liées au projet périnatal. Le montant peut être augmenté selon les dispositions du contrat de gestion visé à la Section 2 du Chapitre IV du décret. Cette subvention est indexée annuellement, sur base de l'indice santé de janvier 2019 et donc du dépassement de l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires.

Ces dépenses peuvent concerner des frais de fonctionnement, des rémunérations de personnels salariés ou indépendants.

Après accord de l'O.N.E., elles peuvent aussi couvrir des dépenses d'investissement.

Art. 19. Si le service d'accompagnement périnatal dépend d'une Commission paritaire, les rémunérations du personnel salarié ne peuvent être subventionnées que dans les limites des barèmes fixés par cette commission paritaire.

Si le service d'accompagnement périnatal est organisé par un service public, les rémunérations du personnel salarié ne peuvent être subventionnées que dans les limites des barèmes applicables au personnel de ce service public.

Dans les deux cas, l'ancienneté valorisable ne peut excéder le nombre des années d'expériences réelles.

La rétribution du personnel indépendant pouvant être subventionnée est limitée au maximum de la rémunération du personnel salarié visé à l'alinéa 1^{er} majoré des charges patronales, à l'exception des médecins dont la rétribution est fixée par référence aux barèmes de l'INAMI après accord donné par l'O.N.E.

En matière de frais de personnel, les subventions peuvent couvrir la rémunération brute, la cotisation patronale d'assurance sociale des employeurs, la prime de fin d'année, les provisions éventuelles en matière de pécule de vacances et de pensions, le pécule de départ ou toute autre obligation issue de la commission paritaire à laquelle le service appartient.

Art. 20. L'O.N.E. vérifie que le personnel pluridisciplinaire du service d'accompagnement périnatal, dont les rémunérations peuvent être subventionnées en tant que salarié ou indépendant, dispose d'un diplôme correspondant à la fonction exercée.

Les services d'accompagnement périnatal informent immédiatement l'O.N.E. de tous les changements relatifs au recrutement, à la modification des prestations ou au départ de leur personnel salarié ou indépendant.

Art. 21. § 1^{er}. Avant le 15 février de chaque année, l'O.N.E. verse aux services d'accompagnement périnatal une avance correspondant à 60 % de la subvention.

Avant le 30 septembre, l'O.N.E. verse le solde correspondant à 40 % de la subvention.

§ 2. En vue de justifier leurs subventions, les services d'accompagnement périnatal envoient à l'O.N.E. avant le 28 février de l'année suivante celle dans laquelle les dépenses ont été effectuées :

1. un rapport d'activité dont le contenu est fixé par l'O.N.E. Il inclut une évaluation du projet périnatal ainsi que des données chiffrées quant aux situations prises en charge par le service;

2. un compte d'exploitation correspondant aux recettes et aux dépenses engagées pour la réalisation du projet périnatal ;

3. une copie des pièces justificatives des dépenses engagées pour la réalisation du projet périnatal.

§ 3. Si le montant justifié en vertu du § 2 est inférieur au montant visés au § 1^{er}, la différence est remboursée à l'O.N.E.

§ 4. Si les subventions proméritées ne couvrent qu'une partie de l'année, elles sont réduites au prorata.

Art. 22. L'O.N.E. désigne parmi son personnel, les agents habilités à :

1. vérifier sur place l'exactitude des données comptables et financières relatives aux activités subventionnées et, pour ce faire, avoir accès à toutes les pièces justificatives correspondant ;

2. vérifier sur place l'exactitude des différents éléments du rapport d'activités. Pour ce faire, ils peuvent consulter et, le cas échéant, se faire délivrer copie de toutes les pièces originales ;

3. rencontrer les membres du personnel ou des organes de gestion des services d'accompagnement périnatal.

TITRE VI. — DISPOSITIONS DEROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 23. Le service d'accompagnement périnatal agréé qui, au 1^{er} janvier 2016, était subventionné par l'O.N.E. pour des activités analogues à celles visées par le présent arrêté conserve le montant de ce subventionnement.

Art. 24. Dès la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, l'O.N.E. informe les services d'accompagnement périnatal subventionnés sur base de conventions qu'ils ont un délai de trois mois pour introduire leur demande d'agrément à partir de la date d'information.

Les conventions susvisées produisent leurs effets jusqu'au moment où l'O.N.E. s'est prononcé sur la demande d'agrément.

Si aucune demande d'agrément n'a été introduite dans le délai de trois mois visé à l'alinéa 1^{er}, ces conventions cessent immédiatement de produire leurs effets.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 26. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/42362]

24 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en subsidiëring van de perinatale begeleidingsdiensten van de gezinnen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort "ONE", artikel 3;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gegeven op 31 januari 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2018;

Gelet op de « gendertest » van 8 november 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overleg dat is bepaald in de kaderovereenkomst voor samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie voor Intra-Franstalig overleg over gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn;

Gelet op het advies nr. 65.292/4 van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het organiek reglement van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Op de voordracht van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — DEFINITIES EN ALGEMENE BEPALINGEN*Afdeling I. — Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder:

1° decreet : het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort "ONE";

2° O.N.E. : de « Office de la Naissance et de l'Enfance » georganiseerd op basis van het decreet;

3° Raad van bestuur: de raad van bestuur zoals voorzien in het hoofdstuk III, afdeling 1 van het decreet;

4° Coördinator : een coördinator "begeleiding" van O.N.E. ;

5° Adviseur-kinderarts: een medisch adviseur-kinderarts van O.N.E.;

6° Adviseur-gynaecoloog: een medisch adviseur-gynaecoloog van O.N.E. ;

7° « M.S.W. » : de medisch-sociale werker van O.N.E.;

8° perinatale begeleidingsdienst: de perinatale begeleidingsdienst voor gezinnen en toekomstige ouders en hun kind tot zijn derde verjaardag;

9° perinataal project: project ontwikkeld door de perinatale begeleidingsdienst;

10° beheersorgaan: een bij wet, decreet of ordonnantie opgericht orgaan dat de administratieve bevoegdheid heeft om de in dit besluit bedoelde verbintenissen aan te gaan voor rekening van de betrokken vereniging zonder winstoogmerk, stichting van openbaar nut of overheidsdienst;

11° Referentiepersoon « mishandeling » : tweedelijnsactor bij O.N.E. die actief is in de strijd tegen mishandeling;

12° Pedagogisch adviseur: tweedelijnsactor bij O.N.E. die actief is in pedagogisch advies;

13° Werkdag: een dag die noch een zaterdag, noch een zondag, noch een wettelijke feestdag is.

14° RIZIV: Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ingesteld door de wet van 9 augustus 1963, zoals gewijzigd.

*Afdeling 2. — Algemene bepalingen***Art. 2.** Binnen de perken van de kredieten ingeschreven in zijn begroting, kan O.N.E. perinatale begeleidingsdiensten erkennen en subsidiëren overeenkomstig de voorwaarden en de procedure bepaald bij dit besluit.

De « O.N.E. » zorgt voor de opvolging, het toezicht en de evaluatie van deze diensten.

TITEL II. — OPDRACHTEN VAN DE DIENSTEN**Art. 3.** De opdrachten van de perinatale begeleidingsdiensten zijn:

1. de multidisciplinaire begeleiding van gezinnen tijdens de zwangerschap, het verblijf in de kraamkliniek en tot maximaal de derde verjaardag van het kind;

2. de steun bij het creëren en ontwikkelen van de ouder-kindrelatie en de begeleiding van het ouderschap tijdens de perinatale periode, met als uiteindelijk doel de harmonieuze ontwikkeling van het kind;

3. de psycho-medisch-sociale opvolging van het kind en zijn gezin, met name door middel van huisbezoeken. Deze opvolging is complementair en gecoördineerd met de actie van de MSW's;

4. de opbouw of versterking van het actorennetwerk vanaf de prenatale periode om een continuïteit van de begeleiding en zorg tijdens de perinatale periode te waarborgen.

Deze opdrachten worden uitgevoerd ten behoeve van de kwetsbare gezinnen en toekomstige ouders. De kwetsbaarheid wordt beoordeeld vanuit geldelijk, administratief, medisch, sanitair, sociaal, cultureel en psychologisch oogpunt.

De perinatale begeleidingsdiensten mogen geen opdrachten van psycho-medisch-sociale evaluatie of van oriëntatie uitvoeren op verzoek van een derde partij.

TITEL III. — PERINATAAL PROJECT

Art. 4. De perinatale begeleidingsdiensten stellen een perinataal project op waarin wordt beschreven hoe zij de in artikel 3 bedoelde opdrachten uitvoeren.

Dit perinatale project heeft tot doel het mobiliseren en organiseren van de bestaande middelen in het kader van een samenhangend project, aangepast aan de behoeften van de doelgroep en ontwikkeld in partnerschap met andere lokale actoren waarvan het optreden bijdraagt tot de verwezenlijking van de in artikel 3 bedoelde opdrachten. Een bijzondere aandacht wordt besteed aan partnerschappen met andere diensten die door O.N.E. worden georganiseerd, erkend of gesubsidieerd.

Het perinatale project wordt ter beschikking gesteld van de begunstigden en een afschrift wordt hen overhandigd.

Art. 5. Het perinatale project omvat ten minste de volgende elementen:

1. de rechtsvorm overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 ;
2. de samenstelling van het beheersorgaan;
3. de samenstelling van de ploeg: diploma, verworven ervaring, aantal jaren ervaring en prestatietijd van elk lid van de dienst;
4. de te bereiken doelstellingen;
5. de criteria voor de hulpverlening aan gezinnen en toekomstige ouders, met name wat de kwetsbaarheid betreft;
6. de uit te voeren projecten en activiteiten, met inbegrip van de te ontwikkelen methodologie, met name om zich aan te passen aan de behoeften van de begunstigden;
7. de perioden van toegankelijkheid en optreden van de dienst;
8. de nadere regels voor de coördinatie van de ploeg;
9. de uit te voeren partnerschappen;
10. de nodige materiële middelen en het nodige personeel;
11. de nadere regels voor de voortgezette opleiding, met inbegrip van de supervisie;
12. het begrotingsontwerp, met inbegrip van de van andere financieringsbronnen;
13. de nadere regels voor de evaluatie.

TITEL IV. — ERKENNING

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 6. Om als perinatale begeleidingsdienst te worden erkend, moeten de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen zonder winstoogmerk aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° over beheersorganen beschikken waarvan de loontrekkende of zelfstandige personen die betrokken zijn bij de uitvoering van het perinatale project niet meer dan een derde van de leden vertegenwoordigen;
- 2° over een perinataal project beschikken overeenkomstig de bepalingen van Titel III ;
- 3° over lokalen en uitrusting beschikken die de veiligheid van ouders en kinderen garanderen.

Art. 7. De erkenningsaanvraag wordt bij O.N.E. door middel van een aangetekende brief van het beheersorgaan ingediend.

Naast de in de artikelen 5 en 6 bedoelde elementen gaat de aanvraag samen met de volgende documenten:

- 1° de benaming van de inrichtende macht, haar juridisch statuut bewezen door een afschrift van haar statuten of van de beraadslagingen van de bevoegde organen, het adres van de zetel, het paritair comité of het sectoraal overlegorgaan waaronder ze ressorteert, haar rekeningnummer;
- 2° de samenstelling van het beheersorgaan;
- 3° de kwalificatie en de arbeidstijd van elk lid van de dienst;
- 4° voor elk lid van de dienst, een afschrift van de eventuele arbeidsovereenkomsten, diploma's, gevolgde opleidingen, een uittreksel uit het strafregister dat is afgegeven overeenkomstig artikel 596, lid 2, van het strafwetboek, waaruit blijkt dat het lid niet is veroordeeld of in hechtenis is genomen omwille van zedenfeiten of geweld tegen minderjarigen en dat minder dan zes maanden oud is;
- 5° een kopie van de verplichte verzekeringsovereenkomsten.

Binnen vijftien werkdagen vanaf de datum van de aanvraag bevestigt O.N.E. de ontvangst van het volledige dossier van de erkenningsaanvraag aan de aanvrager.

In voorkomend geval deelt O.N.E. de aanvrager mee dat de aanvraag niet volledig is en wijst hem op het (de) ontbrekende(e) document(en); O.N.E. verzoekt de aanvrager om deze aanvraag binnen 15 werkdagen na het verzoek van O.N.E. in te vullen.

Binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de eventuele ontbrekende documenten bevestigt de "O.N.E." de ontvangst ervan aan de aanvrager.

Art. 8. Op advies van de Coördinator, de Adviseur-kinderarts, de Adviseur-gynaecoloog, de Referentiepersoon « mishandeling » en de Pedagogisch adviseur aangesteld door O.N.E., beslist O.N.E. over de erkenningsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag bedoeld in artikel 7 en stelt de aanvrager onmiddellijk in kennis van zijn beslissing.

In geval van een gunstige beslissing wordt de erkenning voor een periode van zes jaar verleend door O.N.E. overeenkomstig artikel 14, § 2, in fine, van het besluit van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het organiek reglement van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 9. Het perinatale project wordt ten minste om de drie jaar bijgewerkt. Het wordt goedgekeurd door O.N.E. op advies van de coördinator, de adviseur-kinderarts, de adviseur-gynaecoloog, de referentiepersoon « mishandeling » en de pedagogisch adviseur aangesteld door O.N.E. .

O.N.E. beslist over de actualisering van het perinatale project binnen drie maanden na ontvangst van de actualisering van het project en stelt de aanvrager binnen een maand in kennis van zijn beslissing.

Als O.N.E. het perinatale project niet goedkeurt, heeft de perinatale begeleidingsdienst drie maanden om het aan te passen.

Indien O.N.E. aan het einde van deze periode het perinatale project niet goedkeurt, kan O.N.E., na een ingebrekestelling, de erkenning van de dienst intrekken overeenkomstig de bepalingen van afdeling 3 van deze titel.

Afdeling 2. — Vernieuwing van de erkenning

Art. 10. De aanvraag tot verlenging van de erkenning moet door het bestuursorgaan bij O.N.E. worden ingediend per aangetekende brief ten vroegste binnen twaalf maanden en ten laatste acht maanden voor het verstrijken van de huidige erkenning.

De aanvraag moet samengaan met een bijgewerkte versie van het in artikel 7 bedoelde erkenningsdossier.

De procedure voor de verlenging van de erkenning is identiek aan de erkenningsprocedure.

Afdeling 3. — Intrekking van de erkenning

Art. 11. Wanneer O.N.E., na de erkenning, vaststelt dat de dienst in strijd is met de bepalingen van dit besluit, zal O.N.E. de dienst een ingebrekestelling sturen om zijn verplichtingen na te komen.

De dienst heeft 30 werkdagen de tijd om te voldoen aan de bepalingen van de ingebrekestelling.

Indien aan het einde van deze periode de dienst niet heeft voldaan aan de bepalingen van de ingebrekestelling, kan O.N.E. de erkenning intrekken op advies van de Coördinator, de Adviseur-kinderarts, de Adviseur-gynaecoloog, de Referentiepersoon "mishandeling" en de Pedagogisch adviseur die door O.N.E. aangewezen zijn.

Onder dezelfde voorwaarden kan de erkenning worden ingetrokken indien de perinatale begeleidingsdienst het perinatale project niet uitvoert zoals goedgekeurd door O.N.E.

O.N.E. kan besluiten de erkenning onmiddellijk in te trekken indien de ernst van de vastgestelde tekortkomingen dit rechtvaardigt.

De intrekking van de erkenning kan ook onmiddellijk worden uitgesproken indien de perinatale begeleidingsdienst hier om welke reden dan ook om vraagt, op voorwaarde dat hij de continuïteit van de zorg met de netwerkpartners heeft georganiseerd.

De intrekking van de erkenning maakt een einde aan het recht op subsidies en andere tegemoetkomingen van O.N.E.

Afdeling 4. — Schorsing van de erkenning

Art. 12. Indien de perinatale begeleidingsdienst tijdelijk niet meer kan functioneren in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit en de continuïteit van de zorg met de netwerkpartners heeft georganiseerd, kan hij de schorsing van zijn erkenning aanvragen. Tijdens de opschorting van de erkenning onderbreekt de perinatale begeleidingsdienst zijn activiteiten.

Op verzoek van de perinatale begeleidingsdienst kan O.N.E. de schorsing van de erkenning opheffen op advies van de Coördinator, de Adviseur-kinderarts, de Adviseur-gynaecoloog, de Referentiepersoon "mishandeling" en de Pedagogisch adviseur die door O.N.E. aangewezen zijn.

Als O.N.E. niet binnen twee jaar na de datum van kennisgeving van de opschorting van de erkenning een verzoek tot opheffing van de opschorting van de erkenning heeft ontvangen, wordt de erkenning door O.N.E. ingetrokken.

Tijdens de opschorting van de erkenning stopt O.N.E. de sorting van de subsidies.

Afdeling 5. — De beroepsprocedure

Art. 13. De perinatale begeleidingsdienst kan tegen de volgende beslissingen in beroep gaan bij de Raad van Bestuur:

- 1° de weigering om het perinatale project goed te keuren;
- 2° de weigering of intrekking van de erkenning;
- 3° de weigering om de erkenning te verlengen;
- 4° de weigering om de schorsing van de erkenning op te heffen.

De perinatale begeleidingsdienst kan verzoeken om door de Raad van Bestuur te worden gehoord.

Art. 14. Het beroep moet uiterlijk dertig werkdagen na ontvangst van de bestreden beslissing per aangetekende brief per post aan O.N.E. worden toegezonden.

Art. 15. Een beroep tegen een beslissing tot weigering, intrekking of schorsing van de erkenning of tot weigering van de verlenging van de erkenning heeft schorsende werking.

In afwijking van het vorige lid kan O.N.E. beslissen dat het beroep niet schorsend is. Deze optie is beperkt tot gevallen waarin de veiligheid en gezondheid van personen ernstig in het gedrang kunnen komen.

Wanneer tot intrekking wordt besloten op basis van de bepalingen van artikel 11, lid 5, is het beroep nooit schorsend.

Art. 16. De Raad van bestuur heeft drie maanden, te rekenen vanaf de datum van verzending van het beroep, om zich uit te spreken over de beslissing die aan het beroep ten grondslag ligt. De termijn loopt niet in juli en augustus.

Indien dit niet het geval is, wordt de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld, nietig verklaard.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 17. Alle beslissingen van O.N.E. uit hoofde van deze titel worden bij aangetekende brief meegedeeld.

TITEL IV. — NADERE REGELS VOOR SUBSIDIËRING

Art. 18. Binnen de perken van de in de begroting opgenomen kredieten kent O.N.E. een jaarlijkse subsidie van 75.000 euro toe aan perinatale begeleidingsdiensten ter dekking van de verschillende uitgaven in verband met het perinatale project. Het bedrag kan worden verhoogd overeenkomstig de bepalingen van het beheersovereenkomst

bedoeld in Afdeling 2 van Hoofdstuk IV van het decreet. Deze subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van het gezondheidsindexcijfer van januari 2019 en dus op basis van de overschrijding van de spilindex voor sociale uitkeringen en lonen.

Deze uitgaven kunnen betrekking hebben op de exploitatiekosten en de bezoldiging van werknemers of zelfstandigen.

Met instemming van O.N.E. kunnen zij ook investeringskosten dekken.

Art. 19. Indien de begeleidingsdienst voor de perinatale zorg afhankelijk is van een paritaire commissie, kan de bezoldiging van het personeel in loondienst slechts worden gesubsidieerd binnen de perken van de door die paritaire commissie vastgestelde barema's.

Indien de perinatale begeleidingsdienst door een openbare dienst wordt georganiseerd, mag de bezoldiging van het personeel in loondienst slechts worden gesubsidieerd binnen de perken van de barema's die van toepassing zijn op het personeel van die openbare dienst.

In beide gevallen mag de in aanmerking komende anciënniteit niet meer bedragen dan het aantal jaren werkelijke ervaring.

De bezoldiging van zelfstandigen die voor subsidie in aanmerking komen, is beperkt tot het maximum van de bezoldiging van de in het eerste lid bedoelde werknemers met de werkgeversbijdragen, met uitzondering van artsen van wie de bezoldiging wordt vastgesteld op basis van de barema's van het RIZIV, na toestemming van O.N.E. .

Wat de personeelskosten betreft, kunnen de subsidies betrekking hebben op de brutobezoldiging, de socialezekerheidsbijdragen van de werkgevers, de eindejaarspremies, de eventuele voorzieningen voor vakantiegeld en pensioenen, de ontslagvergoedingen of elke andere verplichting die voortvloeit uit de werkzaamheden van de paritaire commissie waarvan de dienst deel uitmaakt.

Art. 20. O.N.E. controleert of het multidisciplinaire personeel van de perinatale begeleidingsdienst, waarvan de bezoldigingen kunnen worden gesubsidieerd als werknemer of zelfstandige, over een diploma beschikt dat overeenstemt met het ambt dat het uitoefent.

De perinatale begeleidingsdiensten zullen O.N.E. onmiddellijk op de hoogte brengen van alle wijzigingen met betrekking tot de aanwerving, de wijziging van de prestaties of het vertrek van hun werknemers of zelfstandigen.

Art. 21. § 1. O.N.E. stort jaarlijks vóór 15 februari een voorschot aan de perinatale begeleidingsdiensten ter hoogte van 60% van de subsidie.

Vóór 30 september betaalt O.N.E. het saldo van 40% van de subsidie.

§ 2. Om hun subsidies te rechtvaardigen, moeten de begeleidingsdiensten voor perinatale zorg O.N.E. vóór 28 februari van het jaar volgend op het jaar waarin de uitgaven zijn gedaan, toezenden:

1. een activiteitenverslag, waarvan de inhoud wordt bepaald door O.N.E. Het bevat een evaluatie van het perinatale project en cijfers over de toestanden die door de dienst worden behandeld;
2. een exploitatierekening die overeenkomt met de inkomsten en uitgaven voor de uitvoering van het perinatale project;
3. een afschrift van de bewijsstukken van de uitgaven voor de uitvoering van het perinatale project.

§ 3. Indien het krachtens § 2 gerechtvaardigde bedrag lager is dan het in § 1 bedoelde bedrag, moet het verschil aan O.N.E. worden terugbetaald.

§ 4. Indien de subsidies waarop ze aanspraak kunnen maken slechts een deel van het jaar bestrijken, worden zij pro rata verlaagd.

Art. 22. O.N.E. wijst onder zijn personeel de ambtenaren aan die bevoegd zijn om:

1. ter plaatse de juistheid van de boekhoudkundige en financiële gegevens met betrekking tot de gesubsidieerde activiteiten te controleren en daartoe toegang te hebben tot alle relevante bewijsstukken;
2. ter plaatse de juistheid van de verschillende elementen van het activiteitenverslag te controleren. Daartoe kunnen zij alle originele documenten raadplegen en, indien nodig, kopieën van alle originele documenten verkrijgen;
3. ontmoetingen met personeelsleden of leidinggevende organen van de perinatale begeleidingsdiensten te organiseren.

TITEL VI. — AFWIJKINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 23. De erkende perinatale begeleidingsdienst die, op 1 januari 2016, door O.N.E. was gesubsidieerd voor activiteiten die vergelijkbaar zijn met de in dit besluit bedoelde activiteiten, behoudt het bedrag van deze subsidiëring.

Art. 24. Zodra dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, deelt O.N.E. aan de gesubsidieerde perinatale begeleidingsdiensten mee dat zij drie maanden hebben om hun aanvraag tot erkenning in te dienen vanaf de datum van de kennisgeving.

Bovengenoemde overeenkomsten blijven van kracht tot het moment waarop O.N.E. zijn advies over de erkenningsaanvraag heeft gegeven.

Indien binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van drie maanden geen aanvraag om erkenning is ingediend, houden deze overeenkomsten onmiddellijk werking te hebben.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 26. De minister van Kind is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI